

FORUM DES LECTEURS

Le nucléaire, une solution marginale à la crise pétrolière

Au lendemain d'un accord conclu sous la pression des constructeurs allemands entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel pour s'opposer à la prétention de Bruxelles d'imposer une réduction des émissions moyennes des voitures mises sur le marché dans l'Union dès 2012 à 120 grammes par kilomètre et revenir à 130 grammes, le Premier ministre, dans l'émission « A vous de juger », a annoncé la construction d'un deuxième réacteur EPR. « *Nous voulons, dit-il, que l'énergie nucléaire soit une des réponses principales à la crise du pétrole* ». Il faut rappeler que le nucléaire

n'apporte pratiquement rien à la solution de la crise pétrolière. Après trente ans de politique soutenue du nucléaire en France, sa part dans notre production d'électricité atteint 80 % et nous consommons 1,49 tonne de pétrole par habitant en 2006. Les Allemands (avec une part de nucléaire de 26 % dans leur production d'électricité) en consommaient 1,50 tonne, les Italiens (sans nucléaire) 1,37 tonne, les Anglais (20 % de nucléaire) 1,8 tonne, l'Europe des 27 (avec 29 % de nucléaire) 1,50. Nous ne faisons donc pas mieux que nos voisins, plutôt moins bien !

A cela rien d'étonnant. Il y a longtemps que l'Europe n'utilise plus de pétrole pour produire de l'électricité « en base » (de façon presque continue au cours de l'année) et le réserve à la production de pointe

(quelques centaines d'heures par an), ce que justement le nucléaire ne sait pas faire. Notre Premier ministre aurait-il oublié que ni nos camions, ni nos voitures ne fonctionnent à l'électricité ? L'EPR n'apportera rien ou presque rien sur ce plan. Il permettra d'économiser du charbon, du gaz, de l'hydraulique, de l'éolien qui auraient participé à la production d'électricité correspondante et donc d'éviter des émissions de CO₂. Mais, là encore, le compte n'y est pas. L'accord France-Allemagne sur les émissions automobiles va coûter deux millions de tonnes de CO₂ en 2016. Quand l'EPR entrera en service, au mieux en 2016, l'Europe aura déjà émis 20 millions de tonnes de CO₂ de

plus que si la norme de Bruxelles avait été maintenue. En 2017, si tout va bien, l'EPR permettra d'éviter 4 millions de tonnes de CO₂ en Europe mais l'accord Sarkozy-Merkel en coûtera 12 millions. Bilan cumulé en 2020 de cette politique : une émission supplémentaire de 74 millions de tonnes de CO₂. Ce n'est pas brillant pour un gouvernement qui se veut à la pointe sur le climat. Comme si l'intérêt bien compris des lobbies industriels (celui du nucléaire en France, celui des constructeurs en Allemagne) devenait l'inspiration principale de nos gouvernements et la double crise du pétrole et du climat une simple opportunité tactique au service de ces ambitions industrielles.

BENJAMIN DESSUS, président de l'association Global Chance.